

BE-A0524_717386_800897_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Biesme-sous-Thuin. Dépôt 2019, 1794-1977
(2003)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	19
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
B. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	21
3 - 4 Registres des publications. 1891-1921, 1962-1977.....	21
C. Répertoire des actes.....	21
5 - 12 Répertoires des actes sujets à l'enregistrement. 1794-1910.....	21
D. Correspondance générale.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. Organisation et membres des organes politiques.....	23
B. Personnel des services.....	23
1. Dossiers du personnel administratif et technique.....	23
18 - 22 Dossiers individuels des receveurs communaux. 1866-1977.....	23
23 - 25 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1888-1957, (1979)....	23
2. Dossiers du personnel ouvrier.....	24
3. Dossiers du personnel enseignant.....	24
III. Patrimoine.....	25
29 - 32 Dossiers relatifs à la location du droit de chasse. 1848, 1857, 1863, 1869,	

1906, 1946-1973.....	25
36 - 40 Dossiers relatifs aux ventes de bois communaux. 1870-1975.....	25
42 - 43 Dossiers relatifs aux ventes de terrains communaux pour les chemins de fer. 1879-1884, 1965-1970.....	26
46 - 47 Registres relatifs aux locations de biens immeubles et de fermages communaux. 1912-1922, 1931-1964.....	26
48 - 49 Dossiers relatifs aux locations de biens ruraux. 1921-1969.....	26
51 - 52 Dossiers relatifs aux acquisitions de terrains. 1947, 1968.....	26
53 - 57 Dossiers relatifs aux aliénations de terrains. 1944-1976.....	27
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
59 - 74 Budgets annuels et annexes. 1866-1976.....	28
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
76 - 89 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1954-1974.....	29
2. Comptes et pièces justificatives.....	30
90 - 101 Comptes annuels. 1860-1972.....	30
102 - 139 Pièces justificatives aux comptes. 1941-1976.....	31
137 - 139 1976.....	33
3. Entrée en fonction du receveur.....	33
140 - 141 Comptes de fin de gestion. 1943, 1973.....	33
C. Impositions et taxes communales.....	33
144 - 146 Rôles de taxes. 1967-1976.....	33
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	34
V. État civil.....	35
VI. Population.....	36
A. Registres et mouvements de la population.....	36
154 - 157 Index des registres de population. 1847-1980.....	36
158 - 166 Registres de la population. 1847-1980.....	36
167 - 172 Statistiques du mouvement de la population. 1919-1975.....	37
B. Recensements de la population.....	37
175 - 178 Recensements généraux de la population. 1890, 1910, 1920, 1961.....	37
C. Passeports.....	38
D. Étrangers.....	38
VII. Élections.....	39
A. Listes électorales et listes dérivées.....	39
181 - 182 Listes des électeurs aux chambres législatives. 1924-1935.....	39
183 - 190 Listes des électeurs généraux et communaux. 1925-1952.....	39
193 - 204 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1952-1978.....	40
B. Révision des listes électorales.....	40
205 - 206 Dossiers relatifs aux incapacités électorales. 1894-1906, [1945-1969].....	40
207 - 209 Dossiers relatifs aux révisions des listes électorales. 1945-1948.....	41
C. Dossiers des élections.....	41
210 - 218 Dossiers relatifs aux élections communales. 1921-1970.....	41
223 - 226 Dossiers relatifs aux élections législatives et provinciales. 1946, 1968, 1971, 1974.....	42
VIII. Affaires militaires et guerres.....	43
A. Milice et volontaires (1817-1976).....	43
1. 1817-1923.....	43
228 - 238 Registres d'inscription et listes alphabétiques. 1815-1923.....	43

241 - 244 Registres des militaires en congé illimité. 1872-1924.....	44
245 - 251 Registres aux actes de publication des décisions relatives aux exemptions et aux exclusions. 1885-1912.....	44
2. 1924-1976.....	45
256 - 261 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1976.....	45
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	45
266 - 270 Registres de classement. 1900-1909, 1924-1928, 1931-1932, 1949-1950.....	46
266 - 267 Chevaux et voitures. 1900-1909, 1924-1928.....	46
269 - 270 Véhicules automobiles. 1949-1950.....	46
C. Guerres et conséquences.....	46
1. Première Guerre mondiale.....	46
2. Seconde Guerre mondiale.....	47
285 - 287 Dossiers relatifs au ravitaillement. 1942-1970.....	47
286 - 287 Dossiers relatifs aux épiciers détaillants. 1943-1944.....	47
D. Ravitaillement.....	48
288 - 289 Inventaires des cartes de ravitaillement constituant le fichier communal. 1951-1970.....	48
IX. Ordre et sécurité publics.....	49
A. Police.....	49
1. Généralités.....	49
290 - 292 Règlements communaux. 1974-1976.....	49
2. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	49
3. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	49
4. Missions de police judiciaire.....	49
B. Services d'ordre spéciaux en temps de guerre ou de menaces de guerre.....	50
C. Service d'incendie.....	50
X. Santé publique.....	51
A. Services communaux.....	51
B. Exécution des tâches communales.....	51
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	51
303 - 305 Registres des enfants vaccinés contre la variole. 1891-1976.....	51
2. Police sanitaire des animaux domestiques.....	51
308 - 309 Registres d'inscription des déclarations d'animaux, ouverts en vertu de l'art. 13 de l'arrêté royal du 20 septembre 1882. 1889-1920.....	51
3. Analyse de l'eau potable.....	52
4. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	52
313 - 314 Tableaux des établissements dangereux installés sur le territoire de la commune (Tableau I). 1895-1932.....	52
315 - 336 Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1867-1970.....	52
318 - 319 Briqueteries permanentes. 1895-1916, 1945.....	52
322 - 324 Dépôts d'explosifs. 1935-1949.....	53
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	55
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	55
337 - 338 Dossiers relatifs aux travaux exécutés à l'ancienne maison communale. 1950-1966.....	55
339 - 341 Dossiers relatifs aux travaux de construction de nouveaux bâtiments scolaires et d'une nouvelle maison communale. 1959-1966.....	55
2. Bâtiments scolaires.....	55

342 - 345 Dossiers relatifs aux travaux exécutés aux bâtiments scolaires. 1866-1974.....	55
343 - 344 Travaux d'amélioration. 1911-1932.....	55
3. Bâtiments affectés à la culture et aux sports.....	56
4. Bâtiments du culte.....	56
348 - 349 Dossiers relatifs aux travaux exécutés à l'église Saint-Martin. 1860-1875, 1956-1959.....	56
350 - 351 Dossiers relatifs aux travaux exécutés au presbytère. 1866-1884, 1967-1968.....	56
352 - 353 Dossiers relatifs aux travaux de restauration de l'église et du presbytère. 1949-1970.....	56
5. Cimetières.....	56
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	57
1. Voirie communale et vicinale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	57
357 - 366 Dossiers relatifs aux travaux de voirie. 1867-1972.....	57
370 - 379 Dossiers relatifs aux modifications de voirie. 1883-1962.....	58
2. Voirie nationale.....	59
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	59
D. Services d'utilité publique.....	60
1. Distribution d'eau.....	60
391 - 396 Dossiers relatifs à la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1947-1973.....	60
2. Distribution d'électricité.....	60
397 - 399 Dossiers relatifs à l'Association intercommunale d'Électricité du sud du Hainaut (AIESH). 1931, 1946-1948, 1962-1967, 1974-1976.....	60
3. Éclairage public.....	61
4. Téléphone.....	61
5. Transports en commun.....	61
E. Aménagement du territoire.....	61
1. Plans de secteur.....	61
404 - 405 Dossiers relatifs à l'établissement d'un plan général d'alignement. 1910-1911, 1945-1946.....	61
2. Plans communaux.....	61
406 - 407 Plans relatifs aux bois communaux. 1974.....	61
3. Permis de bâtir.....	62
409 - 415 Dossiers relatifs aux aliénations de terrains à bâtir. 1956-1961... 62	
409 - 412 Parcelle cadastrée section A, n° 32a. 1956-1958.....	62
413 - 415 Parcelles cadastrées section A, n° 17 et 38c. 1959-1961.....	62
4. Permis de lotir.....	62
416 - 419 Dossiers relatifs aux lotissements de terrains appartenant à la commune de Ragnies. 1957-1964.....	62
XII. Enseignement.....	64
A. Généralités.....	64
420 - 424 Règlements scolaires. 1844, 1868, 1923, 1928, 1953.....	64
B. Organisation.....	64
C. Finances.....	64
D. Obligation scolaire.....	65
E. Avantages sociaux.....	65
XIII. Culture, sports et divertissements.....	66
438 - 439 Dossiers relatifs à l'ASBL Centre d'action culturelle régionale " La Biesmelle ". 1970.....	66
XIV. Économie.....	67
A. Agriculture et sylviculture.....	67

441 - 454 Recensements agricoles et horticoles. 1941, 1943-1952, 1954-1955, 1961.....	67
B. Élevage.....	68
C. Industrie et artisanat.....	68
D. Commerce.....	68
XV. Affaires sociales.....	69
XVI. Tutelle sur le CPAS et ses prédécesseurs en droit.....	70
A. Bureau de bienfaisance.....	70
1. Personnel.....	70
2. Patrimoine.....	70
3. Finances.....	70
471 - 474 Budgets annuels. 1891-1924.....	70
B. Commission d'assistance publique.....	71
1. Personnel.....	71
476 - 480 Dossiers relatifs à l'installation des membres de la Commission. 1941-1977.....	71
2. Patrimoine.....	71
3. Finances.....	71
484 - 487 Budgets annuels. 1939-1977.....	71
488 - 493 Comptes annuels. 1929, 1939-1952, 1954-1976.....	72
XVII. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse Saint-Martin.	73
A. Personnel.....	73
B. Patrimoine.....	73
519 - 520 Dossiers relatifs aux dons et aux legs. 1883-1890.....	73
C. Finances.....	73
500 - 508 Budgets annuels. 1871-1917, 1942-1976.....	73
509 - 518 Comptes annuels. 1860-1915, 1942-1976.....	74

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Biesme-sous-Thuin. Dépôt 2019

Période:
1794-1977 (2003)

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0524.1010

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 522.00
- Etendue inventoriée: 8.50 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Biesme-sous-Thuin

Autres producteurs :

Bureau de bienfaisance de Biesme-sous-Thuin

Commission d'assistance publique de Biesme-sous-Thuin

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Biesme-sous-Thuin dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Thuin, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Biesme-sous-Thuin devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Thuin ¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Charleroi puis de Thuin (à partir 8 avril 1818), et de l'arrondissement judiciaire de Thuin puis de Charleroi (à partir 18 mars 1800). Biesme-sous-Thuin relève par ailleurs du canton de milice de Thuin à partir de 10 février 1817 ².

Biesme-sous-Thuin est un petit village au caractère agricole, quoique le terrain schisteux n'est guère favorable aux cultures. De petites industries ont existé, dont de petites briqueteries, ainsi que la clouterie à domicile pendant la mauvaise saison. L'église paroissiale, dédiée à saint Martin, construite en briques et pierre de taille dans un style néo-roman, est érigée en 1864 sur les vestiges d'une maison forte médiévale ; elle abrite un orgue placé en 1873 par Charles Anneessens.

La population de Biesme-sous-Thuin évolue comme suit : 165 habitants en 1801, 190 en 1806, 271 en 1830, 315 en 1846, 341 en 1866, 369 en 1880, 295 en 1910, 343 en 1961 et 429 en 1976. Le 1er janvier 1977, la commune est fusionnée avec les communes de Thuin, Biercée, Donstiennes, Gozée, Leers-et-Fosteau, Ragnies et Thuillies pour former l'actuelle commune de Thuin. La fusion forme une entité de 11.725 habitants pour 7.638 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La fusion de ces communes ne peut être que profitable à l'aménagement et la mise en

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

valeur de la région, étroitement liée à l'agglomération de Charleroi. Ensemble homogène capable de répondre aux besoins des populations " ³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁴".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

3 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

4 Pasiomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur le dossier central de la ville de Thuin constitués par les Archives de l'État à Mons et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

La première situation connue ressort des rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune entre 1886 et 1909 : les archives communales, ainsi que celles du Bureau de bienfaisance, sont reliées et conservées avec soin ⁵. Au sein de la maison communale, un local était

5 Consulter le n° 2 du présent inventaire.

spécialement dédié à la conservation des archives ⁶.

Nous disposons par ailleurs du rapport d'inspection et de mesurage des archives de la ville de Thuin dressé par les Archives de l'État à Mons ; l'inspection a été menée par Laurent Honoré le 28 avril 2003 ⁷. Au moment de l'inspection, l'hôtel de ville faisait l'objet d'importants travaux pendant lesquels les différents services communaux ont été installés sur plusieurs sites, dont celui dit de la " Demi-Lune ". Y étaient conservés les registres aux délibérations des Conseils communaux et des Collèges échevinaux, les registres d'état civil des communes fusionnées, les atlas des chemins vicinaux, dont certains en très mauvais état, les atlas des cours d'eau non navigables. Des archives plus récentes, touchant essentiellement à la comptabilité communale, étaient également conservées à Biercée, dans le grenier de l'ancienne maison communale, en partie sur des étagères, en partie à même le sol. Divers services communaux ont été provisoirement installés dans un bâtiment sis au n° 32 de la rue des Nobles ; y étaient conservés, dans les caves, les registres de population des communes fusionnées, dont un relevé dactylographié a été réalisé en date du 13 janvier 1983, ainsi que des cartons d'archives concernant l'état civil, la population et la police communale. Des archives antérieures à la fusion étaient également conservées dans un grenier de l'hôtel de ville en travaux, ainsi que dans un ancien dépôt militaire situé au n° 120 de la Drève des Alliés.

À l'exception des registres de population, conservés dans des caveaux peu adaptés, l'état des archives était jugé satisfaisant. Des archives demeuraient néanmoins déposées en vrac en divers endroits, non conditionnées dans des cartons. Aussi, aucun employé communal n'était spécialement et spécifiquement chargé de la gestion des archives. Il n'existait d'ailleurs aucune coordination ni centralisation en cette matière, chaque service gérant ses propres archives de façon indépendante. En 1991, la SPRL Mahut a classé les archives des communes fusionnées et les archives postérieures à la fusion. Mais une partie des archives postérieures à 1991 n'a pas été intégrée dans le cadre de classement et seul le classement des archives du secrétariat communal a été mis à jour jusqu'en 2001. Par ailleurs, des archives *anteet postfusion* ne faisant pas partie du classement réalisé en 1991 ont été relevées en divers endroits.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 12 novembre 2018, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites, en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'Archiviste général du Royaume.

6 Consulter le n° 337 du présent inventaire.

7 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Commune de Thuin ".

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la ville de Thuin, suivant contrat de dépôt du 12 septembre 2017 ; le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 3 octobre 2019 sous le n° 2564. Le dépôt des registres de population des communes fusionnées a quant à lui été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 29 octobre 2018 sous le n° 2520.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Biesme-sous-Thuin entre 1794 et 1977, couvrant de façon continue cette période. Quelques pièces sont postérieures à 1977 ; la nouvelle entité de Thuin ayant repris et complété les dossiers ⁸. Parmi les pièces les plus anciennes, le fonds contient une série de répertoires d'actes sujets à l'enregistrement, produits entre 1794 et 1910 ⁹, ainsi qu'un journal des recettes du receveur entre 1803 et 1825 ¹⁰. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1847 et continués jusqu'en 1980 ¹¹.
Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Cependant, ces registres n'ont pas été déposés aux Archives de l'État, la ville de Thuin en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ils ne figurent pas dans le présent inventaire.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à

8 Consulter les n° 25 et 28 du présent inventaire.

9 Consulter les n° 5 à 12 du présent inventaire.

10 Consulter le n° 75 du présent inventaire.

11 Consulter les n° 154 à 166 du présent inventaire.

des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de

population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux

bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 1 : *État civil, population, milice, finances.*

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone).* Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. *Tableaux de gestion et tableaux de tri*, 252.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹². L'absence de dépôt s'explique par leur utilité administrative pour les services communaux et par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du Tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. Les séries des permis de bâtir se révèlent toutefois très lacunaires aux Archives de l'État à Mons.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹³. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁴.

¹² <http://geoportail.wallonie.be>.

¹³ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹⁴ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1 Registre aux délibérations relatif aux chemins et aux travaux de voirie. 21 octobre 1851 - 24 décembre 1910. 1 volume
- 2 Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1886-1909. 1 chemise

B. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

- 3 3 - 4 REGISTRES DES PUBLICATIONS. 1891-1921, 1962-1977. 1er juillet 1891 - 12 janvier 1921. 1 cahier
- 4 10 avril 1962 - 18 janvier 1977. 1 cahier

C. RÉPERTOIRE DES ACTES

- 5 5 - 12 RÉPERTOIRES DES ACTES SUJETS À L'ENREGISTREMENT. 1794-1910. 13 juillet 1794 (25 messidor an II) - 9 octobre 1813. 1 cahier
- 6 3 juillet 1814 - 29 juin 1828. 1 cahier
- 7 28 juin 1829 - 5 juillet 1850. 1 cahier
- 8 27 juin 1858 - 4 novembre 1862. 1 cahier
- 9 26 juin 1864 - 20 avril 1870. 1 cahier
- 10 3 juillet 1870 - 31 janvier 1882. 1 cahier

- 11 22 juin 1882 - 2 avril 1900. 1 cahier
- 12 10 juillet 1900 - 18 janvier 1910. 1 cahier
- 13 *D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE*
Registre de la correspondance sortante. 15 octobre 1915 - 25 août 1923. 1 volume
- 14 Registre-indicateur de la correspondance sortante. 11 octobre 1901 - 21 février 1949. 1 volume

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 15 Arrêtés de nomination de bourgmestres et d'échevins. 1872-1888.
3 pièces
- 16 Actes de prestation de serment d'échevins. 1891, 1908.
3 pièces
- 17 Dossier individuel du bourgmestre Émile Gigot. 1947-1948.
1 chemise

B. PERSONNEL DES SERVICES

1. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

18 - 22 DOSSIERS INDIVIDUELS DES RECEVEURS COMMUNAUX. 1866-1977.

- 18 Eugène Legay. 1866, 1891.
1 chemise
- 19 Sylvain Lefèvre. 1888-1929.
1 chemise
- 20 Ida Lefevre. 1931-1944.
1 chemise
- 21 Maurice Nicaise. 1945.
2 pièces
- 22 Marcel Pichrist. 1977.
1 pièce

23 - 25 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1888- 1957, (1979).

- Sylvain Lefèvre. 1888-1929.
- 23 Constant Fostier. 1889-1890.
1 chemise
- 24 Eugène Queriat. 1928-1936.
1 chemise
- 25 Alfred Hodeige. 1935-1957, (1979).
1 chemise

- 26 2. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
Dossier individuel de Léopold Tenret, employé au ravitaillement.
1940-1950. 1 chemise
- 27 Dossier individuel de Marcel Lapôtre, cantonnier-fossoyeur. 1951-
1956. 1 chemise
- 28 3. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
Dossiers individuels du personnel enseignant. 1830-1976, (1985-
2003). 1 liasse

III. PATRIMOINE

*29 - 32 DOSSIERS RELATIFS À LA LOCATION DU DROIT DE CHASSE.
1848, 1857, 1863, 1869, 1906, 1946-1973.*

29	1848, 1857, 1863, 1869, 1906.	1 chemise
30	1946-1955.	1 chemise
31	1955-1964.	1 chemise
32	1964-1973.	1 chemise
33	Actes de vente des regains communaux. 1865-1871.	1 chemise
34	Dossier relatif aux locations publiques de biens communaux. 1867, 1884-1912, 1947.	1 chemise
35	Dossier relatif aux autorisations de ramassage des feuilles mortes et d'herbes sur les propriétés communales forestières. 1868-1886.	1 chemise
	<i>36 - 40 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BOIS COMMUNAUX. 1870-1975.</i>	
36	1870-1898.	1 chemise
37	1913-1916, 1929-1935.	1 chemise
38	1939-1943.	1 chemise
39	1950-1959.	1 chemise
40	1960-1975.	1 chemise
41	Dossier relatif à la gestion des bois et forêts communales. 1879, 1888.	

1 chemise

*42 - 43 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE TERRAINS
COMMUNAUX POUR LES CHEMINS DE FER. 1879-1884, 1965-1970.
1879-1884.*

42

1 chemise

43

1965-1970.

1 chemise

44

Registre-sommier des loyers des propriétés communales. 1894-
1936.

1 volume

45

Dossier relatif à la vente d'un excédent de terrain, cadastré section
A, n° 43. 1904.

1 chemise

*46 - 47 REGISTRES RELATIFS AUX LOCATIONS DE BIENS
IMMEUBLES ET DE FERMAGES COMMUNAUX. 1912-1922, 1931-
1964.*

46

1912-1922.

1 volume

47

1931-1964.

1 volume

*48 - 49 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS DE BIENS RURAUX.
1921-1969.*

48

1921, 1930-1931.

1 chemise

49

1951-1969.

1 chemise

50

Acte notarié d'échange de parcelles de terrain entre la commune et
les époux Auguste Deflandre et Aurélie Demoulin. 8 août 1933.

1 cahier

*51 - 52 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS DE TERRAINS.
1947, 1968.*

51

Immeuble sis rue de l'Église, cadastré section B, n° 100r. 1947.

1 chemise

52	Parcelle sise rue du Village, cadastrée section B, n° 99k. 1968.	1 chemise
	<i>53 - 57 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS DE TERRAINS. 1944-1976.</i>	
53	Parcelle cadastrée section B, n° 401w. 1944.	1 chemise
54	Parcelle cadastrée section B, n° 84a. 1953.	1 chemise
55	Parcelle cadastrée section B, n° 44b et 44d. 1958-1960.	1 chemise
56	Parcelle cadastrée section B, n° 84b. 1962-1963.	1 chemise
57	Parcelle cadastrée section B, n° 66a et 67. 1976.	1 chemise
58	Dossier relatif à la location du droit de pêche. 1958.	1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

59	59 - 74 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1866-1976. 1866-1869.	1 liasse
60	1870-1879.	1 liasse
61	1880, 1882-1883.	1 liasse
62	1891-1899.	1 liasse
63	1900-1902, 1904-1909.	1 liasse
64	1910-1918.	1 liasse
65	1920-1921, 1924-1928.	1 liasse
66	1930-1934.	1 liasse
67	1935-1939.	1 liasse
68	1940-1944.	1 liasse
69	1945, 1947-1949.	1 liasse
70	1950-1954.	1 liasse
71	1955-1959.	1 liasse
72	1960-1964.	1 liasse

73	1965-1969.	1 liasse
74	1970-1976.	1 liasse
<i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
75	Journal de recette du receveur. 1803 (an XII) - 1825.	1 volume
<i>76 - 89 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1954-1974.</i>		
76	1954.	1 chemise
77	1957.	1 chemise
78	1958.	1 chemise
79	1959.	1 chemise
80	1960.	1 chemise
81	1961.	1 chemise
82	1962.	1 chemise
83	1968.	1 chemise
84	1969.	1 chemise
85	1970.	1 chemise
86	1971.	1 chemise

87	1972.	1 chemise
88	1973.	1 chemise
89	1974.	1 chemise
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
90	90 - 101 COMPTES ANNUELS. 1860-1972. 1860-1869.	1 liasse
91	1870-1879.	1 liasse
92	1880-1884.	1 chemise
93	1890-1899.	1 chemise
94	1900-1907, 1909.	1 chemise
95	1910-1918.	1 chemise
96	1920-1925, 1928-1929.	1 chemise
97	1930-1939.	1 liasse
98	1940-1943, 1945-1946, 1948-1949.	1 liasse
99	1950-1959.	1 liasse
100	1960-1969.	1 liasse
101	1970-1972.	1 liasse

1 liasse

102	<i>102 - 139 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1941-1976.</i> 1941.	1 chemise
103	1942.	1 chemise
104	1943.	1 chemise
105	1944.	1 chemise
106	1945.	1 chemise
107	1946.	1 liasse
108	1947.	1 liasse
109	1948.	1 liasse
110	1949.	1 liasse
111	1950.	1 liasse
112	1951.	1 liasse
113	1952.	1 chemise
114	1953.	1 liasse
115	1954.	1 chemise
116	1955.	1 chemise

117	1956.	1 liasse
118	1957.	1 chemise
119	1958.	1 chemise
120	1959.	1 chemise
121	1960.	1 chemise
122	1961.	1 chemise
123	1962.	1 liasse
124	1963.	1 chemise
125	1964.	1 chemise
126	1965.	1 chemise
127	1966.	1 chemise
128	1967.	1 chemise
129	1968.	1 liasse
130	1969.	1 chemise
131	1970.	1 chemise
132	1971.	1 chemise

133	1972.	1 chemise
134	1973.	1 chemise
135	1974.	1 liasse
136	1975.	1 liasse
137	137 - 139 1976 1re partie (recettes).	1 liasse
138	2e partie (dépenses).	1 liasse
139	3e partie (dépenses).	1 liasse
3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR		
140	140 - 141 COMPTES DE FIN DE GESTION. 1943, 1973. Rendu par Charles Cayphas à Ida Lefevre. 1943.	1 cahier
141	Rendu par Marcel Lamblot à Pol Delsaut. 1973.	1 cahier
<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES</i>		
142	Dossier relatif au droit de chausséage. 1842-1843, 1869-1890.	1 chemise
143	Dossier relatif aux subventions industrielles à charge de sucreries pour dégradations extraordinaires causées au chemin de grande communication de Thuin à Boussu-lez-Walcourt par les transports de betteraves. 1897-1898, 1906-1912.	1 chemise
144	144 - 146 RÔLES DE TAXES. 1967-1976. Enlèvement des immondices. 1967-1976.	1 chemise

145	Emplacements de camping. 1972-1973.	2 pièces
146	Personnel occupé et force motrice. 1976.	1 pièce
147	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Tableau indicatif primitif. [1851-1900].	1 cahier
148	États des parcelles à expertiser. 1876-1877.	2 pièces
149	Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale. 1880-1893.	1 cahier
150	États des changements survenus dans les propriétés foncières. 1937.	1 cahier

- 151 V. ÉTAT CIVIL
" Relevé nominal des décès, avec indication de la nature des
maladies ou accidents qui ont occasionné la mort ". 1868-1870.
1 volume
- 152 Registre aux procès-verbaux des déclarations de naturalité. 1894-
1919.
2 cahiers
- 153 Règlement sur les inhumations. 1905-1907.
1 pièce

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

154	154 - 157 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1847-1980. 1847-1869.	1 volume
155	1870-1879.	1 volume
156	1880-1900.	1 volume
---	1931-1947.	
---	1948-1960.	
---	1961-1970.	1 volume
157	1971-1980.	1 volume
158	158 - 166 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1980. 1847-1869.	1 volume
159	1870-1879.	1 volume
160	1880-1900.	1 volume
161	1901-1920.	1 volume
162	1921-1930.	1 volume
163	1931-1947.	1 volume
164	1948-1960.	1 volume

165	1961-1970.	1 volume
166	1971-1980.	1 volume
167	167 - 172 STATISTIQUES DU MOUVEMENT DE LA POPULATION. 1919-1975. 1919-1920, 1922-1926.	1 chemise
168	1931-1933, 1938.	1 chemise
169	1946-1949.	1 chemise
170	1950-1959.	1 liasse
171	1960-1969.	1 liasse
172	1970-1975.	1 chemise
173	Registre des entrées. 1940-1961.	1 volume
174	Registre des sorties. 1940-1961.	1 volume

B. RECENSEMENTS DE LA POPULATION

175	175 - 178 RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1890, 1910, 1920, 1961. 1890.	1 pièce
176	1910.	1 chemise
177	1920.	1 liasse
178	1961.	

1 liasse

179 *C. PASSEPORTS*
Passeports. 1810-1841.

1 chemise

180 *D. ÉTRANGERS*
Dossiers nominatifs des étrangers ayant quitté la commune. 1948-1971.

1 liasse

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

181 - 182 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES.
1924-1935.

181	1924-1925.	1 cahier
182	1933-1935.	1 cahier
183 - 190 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX ET COMMUNAUX.		
183	1925-1952. 1925-1926.	1 cahier
184	1926-1927.	1 cahier
185	1929-1930.	1 cahier
186	1936-1938.	1 cahier
187	1938-1940.	1 cahier
188	1946.	1 cahier
189	1948-1950.	1 cahier
190	1949-1952.	1 cahier
191	Liste des femmes électeurs pour le Conseil communal. 1938-1944.	1 cahier
192	Listes des jurés pour la Cour d'Assises. 1947-1973.	1 chemise

193	193 - 204 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1952-1978. 1952-1954.	1 cahier
194	1954-1956.	1 cahier
195	1956-1958.	1 cahier
196	1958-1960.	1 cahier
197	1962-1964.	1 cahier
198	1964-1966.	1 cahier
199	1966-1968.	1 cahier
200	1969-1971.	1 cahier
201	1970-1972.	1 cahier
202	1972-1974.	1 cahier
203	1974-1976.	1 cahier
204	1976-1978.	1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

205	205 - 206 DOSSIERS RELATIFS AUX INCAPACITÉS ÉLECTORALES. 1894-1906, [1945-1969]. Procès-verbaux de vérification des listes électorales au point de vue des incapacités. 1894-1906.	1 chemise
-----	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

206	Registre des incapacités électorales. [1945-1969].	1 cahier
207	207 - 209 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉVISIONS DES LISTES ÉLECTORALES. 1945-1948. 1945.	1 chemise
208	1946.	1 chemise
209	1948.	1 pièce
<i>C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS</i>		
210	210 - 218 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1921-1970. 1921.	1 chemise
211	1926.	1 chemise
212	1932.	1 chemise
213	1938.	1 chemise
214	1946.	1 chemise
215	1952.	1 chemise
216	1958.	1 chemise
217	1964.	1 chemise
218	1970.	1 chemise
219	Dossier relatif aux élections provinciales. 1921.	

1 pièce

- 220 Extraits du registre aux arrêtés rendus par le Collège des bourgmestre et échevins relatifs aux réclamations électorales. 1924. 1 chemise
- 221 Avertissements relatifs aux radiations des listes des électeurs. 1924-1926, 1976. 1 chemise
- 222 Dossier relatif aux élections législatives. 1936. 3 pièces
- 223 - 226 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1946, 1968, 1971, 1974.
- 223 1946. 2 pièces
- 224 1968. 1 chemise
- 225 1971. 1 chemise
- 226 1974. 1 chemise
- 227 Dossier relatif à la consultation populaire au sujet de la question royale. 1950. 1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

228 - 238 REGISTRES D'INSCRIPTION ET LISTES ALPHABÉTIQUES.
1815-1923.

228	1815-1819.	1 liasse
229	1821-1829.	1 liasse
230	1830-1839.	1 liasse
231	1840-1847, 1849.	1 liasse
232	1850-1859.	1 liasse
233	1860-1869.	1 liasse
234	1870-1879.	1 liasse
235	1880-1889.	1 liasse
236	1890-1899.	1 liasse
237	1900-1909.	1 liasse
238	1910-1923.	1 liasse
239	" Registre contenant les noms des miliciens arrivés dans la commune par congé limité de leurs corps ". 1852-1863.	2 cahiers
240	Cartouches de congé. 1869-1875.	1 chemise

	<i>241 - 244 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1872-1924.</i>	
241	1872-1878.	1 cahier
242	1880-1909.	2 cahiers
243	1909-1938.	1 volume
244	1919-1924.	1 cahier
	<i>245 - 251 REGISTRES AUX ACTES DE PUBLICATION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX EXEMPTIONS ET AUX EXCLUSIONS. 1885-1912.</i>	
245	1885-1888.	1 cahier
246	1889-1890.	1 cahier
247	1891-1892.	1 cahier
248	1893-1894.	1 cahier
249	1895-1897.	1 cahier
250	1898-1900.	1 cahier
251	1908-1912.	1 cahier
252	États nominatifs des droits d'exemption ou de dispense. 1895-1889.	1 chemise
253	Pièce relative aux indemnités de milice. 11 juillet 1903.	1 pièce
254	Registre des militaires en congé dans la commune. 1903-1913.	

		1 cahier
255	Dossier relatif aux rémunérations de milice. 1913-1915.	1 chemise
	2. 1924-1976	
256	256 - 261 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1976. 1924-1929.	1 chemise
257	1930-1939.	1 liasse
258	1940-1949.	1 liasse
259	1950-1959.	1 chemise
260	1960-1964, 1966-1969.	1 chemise
261	1970-1976.	1 chemise
262	Relevé des sommes payées à titre de rémunération spéciale aux familles des militaires soldés rappelés. 10 octobre 1939.	1 pièce
263	Dossier relatif aux militaires en congé illimité. 1949-1976.	1 chemise
264	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1952-1972.	1 chemise
	<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>	
265	Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1890-1900.	1 chemise

266 - 270 REGISTRES DE CLASSEMENT. 1900-1909, 1924-1928, 1931-1932, 1949-1950.

- 266** 266 - 267 CHEVAUX ET VOITURES. 1900-1909, 1924-1928. 1900-1909. 1 cahier
- 267** 1924-1928. 1 cahier
- 268** Motocyclettes. 1931-1932. 1 cahier
- 269** 269 - 270 VÉHICULES AUTOMOBILES. 1949-1950. 1949. 1 cahier
- 270** 1950. 1 cahier
- 271** Registre de recensement des véhicules automobiles. [1929-1958]. 1 volume
- 272** Registre spécial de la correspondance relative à la mobilisation de l'armée. 5 mars 1935 - 4 janvier 1940.
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 273** 1. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
Dossier relatif au ravitaillement. 1914-1915. 1 chemise
- 274** Lettres du Landsturm Bataillon II Essen. 1915. 1 chemise
- 275** Listes relatives à Henri Cazaux, soldat français inhumé dans la commune. 1915-1916. 2 pièces
- 276** Demandes de rapatriement. 1916. 1 chemise
- 277** Liste des cotisations volontaires versées par les fermiers de la commune à la " Ligue des fermiers et métayers de l'arrondissement de Thuin, pour la fourniture de la viande à bon

-
- marché aux classes nécessiteuses ". 1917. 1 volume
- 278 Recensement des déportés et des travailleurs forcés. [1917-1919]. 1 pièce
- 279 Liste relative au rapatriement des corps des déportés civils belges inhumés en Allemagne. 1922. 1 pièce
- 280 2. SECONDE GUERRE MONDIALE
Dossier relatif aux réquisitions civiles. 1939-1940. 1 chemise
- 281 État nominatif des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité occupante. 1940-1941. 1 chemise
- 282 Rôles de garde. 1940-1941. 1 chemise
- 283 Registre des réfugiés. 1940-1944. 1 volume
- 284 Lettres de la Kreiskommandantur de Charleroi. 1941-1943. 1 liasse
- 285 *285 - 287 DOSSIERS RELATIFS AU RAVITAILLEMENT. 1942-1970.*
" Registre inventaire permanent des cartes de rationnement pour produits non comestibles ". 1942-1946. 1 volume
- 286 286 - 287 Dossiers relatifs aux épiciers détaillants. 1943-1944.
Robert Becquet. 1943-1944. 1 chemise
- 287 Eugène Quériat. 1943-1944. 1 chemise

D. RAVITAILLEMENT

288 - 289 INVENTAIRES DES CARTES DE RAVITAILLEMENT
CONSTITUANT LE FICHER COMMUNAL. 1951-1970.

- | | | |
|-----|-----------------------------------|-----------|
| 288 | Inventaire périodique. 1951-1970. | 1 chemise |
| 289 | Inventaire permanent. 1952-1965. | 1 volume |

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

290 - 292 RÈGLEMENTS COMMUNAUX. 1974-1976.

290 Dépôts et abandons d'immondices sur la voirie. 1974-1975.
1 chemise

291 Collecte des immondices. 1975.
1 pièce

292 Interdiction de danser au café-restaurant du camping " Le Seurus ".
1976.
2 pièces

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

293 Registre matricule des colombiers. 1924.
1 volume

294 Vérifications bisannuelles des poids, mesures et instruments de
pesage. 1946-1976.
1 chemise

295 Dossier relatif aux autorisations de détenir des pigeons-voyageurs.
1950-1962.
1 chemise

296 Dossier relatif à la pose d'une enseigne lumineuse sur la façade de
l'établissement " Le clos fleuri ", sis route de Beaumont, n° 63A.
1968.
1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

297 Dossier relatif aux permis de chasse pour la destruction des
oiseaux nuisibles. 1949-1951.
1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

523 Exploit d'huissier notifiant les jugements rendus par le Tribunal de
première instance de Charleroi dans un litige opposant Philippe

Devos à Joseph Tassier. 1849-1850.

1 pièce

298

Répertoire des exploits d'huissier remis à l'administration communale en l'absence des intéressés. 1964-1976.

1 cahier

B. SERVICES D'ORDRE SPÉCIAUX EN TEMPS DE GUERRE OU DE MENACES DE GUERRE

299

Dossier relatif à la garde civile territoriale de protection aérienne passive. 1939-1941.

1 liasse

C. SERVICE D'INCENDIE

300

Conventions intercommunales entre la commune de Thuin et celle de Biesme-sous-Thuin relative à l'organisation des secours en cas d'incendie sur le territoire de cette dernière. 1956, 1967.

2 pièces

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

301 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1948-1976.
1 chemise

302 Dossier relatif à la collecte et à l'enlèvement des immondices.
1966-1975.
1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

303 - 305 REGISTRES DES ENFANTS VACCINÉS CONTRE LA
VARIOLE. 1891-1976.
303 1891-1920.
1 cahier

304 1893-1907.
1 cahier

305 1951-1976.
1 volume

306 Liste des enfants vaccinés contre la diphtérie. 1959.
1 chemise

307 Listes des personnes vaccinées contre la poliomyélite. 1960-1963.
1 chemise

2. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

308 - 309 REGISTRES D'INSCRIPTION DES DÉCLARATIONS
D'ANIMAUX, OUVERTS EN VERTU DE L'ART. 13 DE L'ARRÊTÉ ROYAL
DU 20 SEPTEMBRE 1882. 1889-1920.
308 Animaux présentant des symptômes d'une maladie contagieuse.
1889-1920.
1 cahier

309 Animaux succombant à une maladie non reconnue pendant la vie.
1893-1897.
1 cahier

310 Registre des propriétaires de chiens porteurs de la médaille

prescrite par l'arrêté royal du 16 juin 1891 relatif aux mesures de précaution contre la rage canine. [1891-1921].

1 volume

3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

311 Dossier relatif aux analyses d'eau. 1954-1976.

1 chemise

4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

312 Liste des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (Tableau A). 1895.

1 cahier

313 - 314 *TABLEAUX DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX INSTALLÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE (TABLEAU I). 1895-1932.*
1895.

313

1 cahier

314 1931-1932.

1 cahier

315 - 336 *DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1867-1970.*

315 Fonderie de fer d'Émile Tassier. 1867.

2 pièces

316 Carrière à ciel ouvert de Désiré Mouton. 1872.

1 pièce

317 Dépôt de poudre de Dieudonné Roulet. 1894.

1 chemise

318 - 319 Briqueteries permanentes. 1895-1916, 1945.
1895-1916.

318

1 chemise

319 1945.

1 chemise

320 Moteur à vapeur. 1913.

2 pièces

321	Moteur à essence dans le presbytère pour produire de l'électricité. 1916.	1 chemise
322	322 - 324 Dépôts d'explosifs. 1935-1949. Parcelle cadastrée section B, n° 446. 1935, 1943.	1 chemise
323	Parcelle cadastrée section B, n° 401z. 1946-1947.	1 chemise
324	Parcelle cadastrée section A, n° 62n. 1946-1949.	1 chemise
325	Dépôts de bouteilles de butane. 1951.	1 chemise
326	Réservoirs d'hydrocarbures. 1952-1956, 1970-1972.	1 chemise
327	Carrière de calcaire à ciel ouvert, au lieu-dit " Serwelles ", sur les parcelles cadastrées section B, n° 446a et 447a. 1953-1961.	1 chemise
328	Silo à pulpes de bettraves. 1956-1962.	1 chemise
329	Garage et atelier de réparation d'automobiles. 1959.	1 chemise
330	Garage de démolition d'automobiles sur les parcelles cadastrées section A, n° 251e, 251f et 251g. 1959-1962.	1 chemise
331	Silo d'herbes sur la parcelle cadastrée section B, n° 150l, 152e et 154b. 1961.	1 chemise
332	Frigo et machine à glace d'une puissance d'un cheval et demi, sis rue Trieu Linglot, n° 18. 1967-1968.	1 chemise
333	Atelier de blanchisserie, nettoyage à sec et teinturerie, sis sur la parcelle cadastrée section A, n° 22c, 23a et 23e. 1967-1972.	1 chemise
334	Dépôts de récipients fixes de butane et propane. 1969-1976.	

1 chemise

335

Cabines de transformation de l'Association intercommunale d'Électricité du Sud du Hainaut (AIESH). 1970.

1 chemise

336

Dépôt temporaire d'explosifs brisants destinés à faciliter le creusement d'une tranchée dans le chemin de grande communication n° 79 et le chemin n° 20 dit rue du Village. 1970.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

337 - 338 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS À
L'ANCIENNE MAISON COMMUNALE. 1950-1966.

337 Travaux de restauration. 1950-1953. 1 chemise

338 Travaux de démolition. 1966. 1 chemise

339 - 341 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE NOUVEAUX BÂTIMENTS SCOLAIRES ET D'UNE NOUVELLE
MAISON COMMUNALE. 1959-1966.

339 Lot 1 : Gros-œuvre et parachèvement. 1959-1963. 1 liasse

340 Lot 2 : Installation du chauffage central. 1961-1966. 1 chemise

341 Lot 3 : Installations électriques. 1960. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

342 - 345 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS AUX
BÂTIMENTS SCOLAIRES. 1866-1974.

342 Travaux de construction. 1866-1889. 1 chemise

343 343 - 344 Travaux d'amélioration. 1911-1932.
Entreprise de Léon Becquet. 1911-1916. 1 chemise

344 Entreprise d'Arthur Piéret. 1925-1932. 1 chemise

345 Travaux d'extension. 1969-1974.

1 liasse

- 346 3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA CULTURE ET AUX SPORTS
Dossier relatif aux travaux de construction d'un foyer culturel et sportif. 1966-1970.
1 chemise
- 347 Dossier relatif à la construction d'un bassin de natation. 1970-1975.
1 chemise
4. BÂTIMENTS DU CULTE
- 348 *348 - 349 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS À L'ÉGLISE SAINT-MARTIN. 1860-1875, 1956-1959.*
Construction d'une nouvelle église. 1860-1875.
1 chemise
- 349 Restauration des toitures. 1956-1959.
1 chemise
- 350 *350 - 351 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS AU PRESBYTÈRE. 1866-1884, 1967-1968.*
Construction du presbytère. 1866-1872, 1884.
1 liasse
- 351 Construction d'un nouveau presbytère. 1967-1968.
1 liasse
- 352 *352 - 353 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'ÉGLISE ET DU PRESBYTÈRE. 1949-1970.*
1949-1950.
1 chemise
- 353 1967-1970.
1 chemise
5. CIMETIÈRES
- 354 Dossier relatif aux travaux exécutés au cimetière. 1870-1874.
1 chemise
- 355 Dossier relatif à la création d'un nouveau cimetière. 1904-1907.
1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)

- 356 Pièce relative aux travaux de réparation des chemins vicinaux. 1821. 1 pièce
- 357 - 366 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE VOIRIE. 1867-1972.
- 357 Amélioration du chemin n° 2, dit chemin de Ragnies. 1867-1875. 1 chemise
- 358 Amélioration des chemins n° 12 et 21, dits de Biesme à Biercée. 1876-1879. 1 chemise
- 359 Amélioration des chemins n° 1, 10, 12 et 21. 1877-1889. 1 liasse
- 360 Amélioration des chemins n° 11 et 17. 1882-1883. 1 chemise
- 361 Construction d'une passerelle sur la rivière la Biesmes. 1899-1901. 1 chemise
- 362 Réfection extraordinaire des chemins n° 79 et 80, de Thuin à Biesme-sous-Thuin. 1938-1943. 1 chemise
- 363 Amélioration du chemin n° 9. 1942-1948. 1 chemise
- 364 Réfection extraordinaire des chemins n° 2, 8, 11 et 17, dit chemin du Moulin. 1950-1952. 1 chemise
- 365 Entretien extraordinaires. 1954-1956. 1 chemise
- 366 Amélioration du chemin de grande communication n° 79 et vicinal ordinaire n° 10 dit du Village. 1965-1972. 1 liasse

-
- 367 Plan relatif au pont du Moulin. 1880. 2 pièces
- 368 Dossier relatif à la reprise par l'État des chemins vicinaux de grande communication de Binche à Lobbes, de Lobbes à Thuin et de Thuin à Boussu-lez-Walcourt. 1883. 3 pièces
- 369 Plans relatifs aux suppressions et aux modifications de voirie à effectuer suite à la construction du chemin de fer de Frameries à Chimay. 1883, 1890. 2 pièces
- 370 - 379 DOSSIERS RELATIFS AUX MODIFICATIONS DE VOIRIE. 1883-1962.*
- 370 Suppression des sentiers n° 33, 41 et 46, d'une partie des sentiers n° 36 et 37, ainsi qu'une partie du chemin n° 13. 1883-1884. 1 chemise
- 371 Suppression d'une partie des sentiers n° 36 et 45 et aliénation des parcelles excédentaires du chemin n° 10. 1894. 2 pièces
- 372 Suppression d'une partie du sentier n° 45. 1896. 2 pièces
- 373 Suppression et déplacement d'une partie du chemin n° 10. 1910-1911. 1 chemise
- 374 Suppression d'une partie du chemin n° 5. 1938. 1 chemise
- 375 Suppression du chemin n° 22. 1948. 1 chemise
- 376 Suppression du chemin n° 13, dit de la Crousse, et du sentier n° 27. 1954-1960. 1 chemise
- 377 Suppression d'une partie du chemin n° 4. 1955-1961. 1 chemise
- 378 Élargissement des chemins n° 8 et 17, suppression d'une partie du chemin n° 11 et suppression du sentier n° 40. 1956-1960. 1 chemise

-
- 379 Suppression du sentier n° 28. 1962. 1 chemise
- 380 Dossier relatif au bornage des chemins vicinaux. 1900-1902, 1926. 1 chemise
- 381 Dossier relatif aux aliénations d'excédents de voirie. 1926. 1 chemise
- 382 Avant-projet général d'égouttage. 1966. 1 pièce
2. VOIRIE NATIONALE
- 383 Dossier relatif à la route de l'État n° 6. 1961-1962. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
- 384 Actes d'adjudication publique relatif au curage des fossés. 1870-1910. 1 chemise
- 385 Extraits d'un arrêté de la Députation permanente du Hainaut du 7 mai 1877 relatif à la levée des vannes des barrages et usines. 12 décembre 1879. 2 pièces
- 386 Ordres de service relatifs aux travaux de curage des cours d'eau. 1887-1888. 1 chemise
- 387 Dossier relatif aux travaux d'élargissement de la rivière la Biesme. 1887-1897. 1 chemise
- 388 Dossier relatif à la demande de la SA Sucrierie de la Rogère d'établir une prise d'eau sur la Biesmèle pour alimenter les bassins de décantation des eaux résiduaires et une voie d'écoulement des eaux décantées dans le ruisseau de la Houzée. 1908. 1 chemise
- 389 Plan d'ensemble des cours d'eau traversant la commune. 1953. 1 pièce

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 390 Dossier relatif aux travaux d'établissement d'une prise d'eau dans le fossé du chemin de l'Enfrée. 1894-1895. 1 chemise

391 - 396 DOSSIERS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES DISTRIBUTIONS D'EAU (SNDE). 1947-1973.

- 391 Travaux de réalisation de la distribution d'eau. 1947-1953. 1 chemise

- 392 Travaux d'extension à réaliser pour le raccordement de la ferme du Petit Luiseul. 1954-1956. 1 chemise

- 393 Travaux d'extension de la distribution à la rue de Forestaille. 1960-1963. 1 chemise

- 394 Plans de situation et de repérage des bouches d'incendie. 1962. 2 pièces

- 395 Plans relatifs au renforcement de l'adduction du sud-est de Charleroi. 1961-1962. 2 pièces

- 396 Aménagement du carrefour dit " Bout-la-Haut ". 1973. 1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

397 - 399 DOSSIERS RELATIFS À L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE D'ÉLECTRICITÉ DU SUD DU HAINAUT (AIESH). 1931, 1946-1948, 1962-1967, 1974-1976.

- 397 Établissement du réseau électrique. 1931. 1 chemise

- 398 Raccordements, extensions et enlèvements de raccordements. 1946-1948, 1965-1966. 1 chemise

- 399 Établissements de lignes haute tension. 1962-1967, 1974-1976. 1 chemise

-
- 400 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif à l'éclairage public. 1929, 1950-1952, 1965-1971.
1 chemise
- 401 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif aux poses de câbles et aux raccordements
téléphoniques. 1947-1976.
1 liasse
- 402 5. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif au service public d'autobus. 1966-1976.
1 chemise
- 403 Dossier relatif à la signalisation des passages à niveaux. 1967.
1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
1. PLANS DE SECTEUR
- 404 - 405 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN
GÉNÉRAL D'ALIGNEMENT. 1910-1911, 1945-1946.
- 404 Chemin dit de Reumont, mitoyen entre les communes de Thuillies
et Biesme-sous-Thuin. 1910-1911.
1 chemise
- 405 Traverse de la commune appartenant à la route de l'État de
Bruxelles à Beaumont. 1945-1946.
1 chemise
2. PLANS COMMUNAUX
- 406 - 407 PLANS RELATIFS AUX BOIS COMMUNAUX. 1974.
- 406 Bois communaux dits de l'Ermitage, Maroille et Saint-François,
situés sur le territoire de la commune de Thuin. 13 novembre 1974.
1 pièce
- 407 Bois communaux dits de Biercée, de Ragnies et de
Biesme-sous-Thuin. 22 novembre 1974.
1 pièce

-
3. PERMIS DE BÂTIR
- 408 Dossiers de permis de bâtir. 1861-1862, 1867, 1875, 1892-1948, 1956, 1962, 1974. 1 liasse
- 409 - 415 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS DE TERRAINS À BÂTIR. 1956-1961.*
- 409 - 412 Parcelle cadastrée section A, n° 32a. 1956-1958.
409 Vente au profit d'Achille Dagant. 1956-1958. 1 chemise
- 410 Vente au profit de Roger Brisson. 1957-1958. 1 chemise
- 411 Vente au profit de Camille Delattre. 1957-1958. 1 chemise
- 412 Vente au profit de Marcel Sculier. 1958. 1 chemise
- 413 - 415 Parcelles cadastrées section A, n° 17 et 38c. 1959-1961.
413 Vente au profit d'Hubert Cheron. 1959. 1 chemise
- 414 Ventes au profit de Victor Langelez et de Joseph Dewigne-Harpigny. 1961. 1 chemise
- 415 Ventes au profit de Jean-Pierre Atlas, de Denise Goyens et de Martha Goyens. 1961. 1 chemise
4. PERMIS DE LOTIR
- 416 - 419 DOSSIERS RELATIFS AUX LOTISSEMENTS DE TERRAINS APPARTENANT À LA COMMUNE DE RAGNIES. 1957-1964.*
- 416 Parcelle sise rue Forestaille, cadastrée section A, n° 32a à 38c. 1957. 1 pièce
- 417 Parcelle sise rue Forestaille, cadastrée section A, n° 48. 1964. 1 chemise

-
- 418 Parcelle sise rue de Thuin, cadastrée section B, n° 84. 1964.
1 chemise
- 419 Parcelle sise rues Trieu Linglot et Forestaille, cadastrée section A,
n° 37a et 39a. 1964.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

420 - 424 RÈGLEMENTS SCOLAIRES. 1844, 1868, 1923, 1928, 1953.

- | | | |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 420 | 1844. | 1 pièce |
| 421 | 1868. | 1 pièce |
| 422 | 1923. | 1 pièce |
| 423 | 1928. | 1 cahier |
| 424 | 1953. | 1 cahier |
| 425 | Lettre du commissaire d'arrondissement relative à la participation de la commune aux frais de construction des nouveaux locaux de l'École industrielle de Charleroi. 8 avril 1871. | 1 pièce |

B. ORGANISATION

- | | | |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 426 | Dossier relatif à l'organisation d'un cours " d'ouvrages manuels ". 1871-1878. | 1 chemise |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------|-----------|

C. FINANCES

- | | | |
|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 427 | Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1916, 1933. | 1 chemise |
| 428 | Dossier relatif à la révision des subsides scolaires 1914-1918. 1922-1924. | 1 chemise |
| 429 | État nominatif des participants à la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux. 1926. | 1 pièce |
| 430 | Comptes annuels. 1964-1975. | 1 chemise |

- 431** *D. OBLIGATION SCOLAIRE*
Registre matricule d'inscription. 1956-1970. 1 cahier
- 432** Registres matricules de fréquentation. 1949-1967. 1 liasse
- 433** Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1956-1961. 1 chemise
- 434** *E. AVANTAGES SOCIAUX*
Listes des enfants bénéficiaires de l'enseignement gratuit. 1842-1846. 1 chemise

-
- XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS
- 435 Dossier relatif aux courses cyclistes. 1952-1976. 1 chemise
- 436 Dossier relatif au camping " Le Seurus ". 1966-1968. 1 chemise
- 437 Dossier relatif à la plaine de jeux communale de Thuin. 1967-1969. 1 chemise
- 438 - 439 DOSSIERS RELATIFS À L'ASBL CENTRE D'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE " LA BIESMELLE ". 1970.
- 438 Statuts. 1970. 1 chemise
- 439 Registre des procès-verbaux. 1970. 1 volume
- 440 Dossier relatif aux noces de diamant des époux Clippe-Renaux. 1973. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

441 - 454 RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1941,
1943-1952, 1954-1955, 1961.

441	1941.	1 cahier
442	1943.	1 cahier
443	1944.	1 cahier
444	1945.	1 cahier
445	1946.	1 chemise
446	1947.	1 chemise
447	1948.	1 chemise
448	1949.	1 chemise
449	1950.	1 chemise
450	1951.	1 chemise
451	1952.	1 chemise
452	1954.	1 cahier
453	1955.	1 cahier
454	1961.	1 chemise

- 455 Dossier relatif aux indemnités allouées aux agriculteurs. 1957-1969.
1 chemise
- 456 Procès-verbaux de constat de dégâts agricoles. 1957-1976.
1 chemise
- B. ÉLEVAGE*
- 457 Dossier relatif à l'amélioration de l'espèce bovine. 1948-1962.
1 chemise
- C. INDUSTRIE ET ARTISANAT*
- 458 Registre de l'artisanat. 1947-1963.
1 volume
- D. COMMERCE*
- 459 Cartes de commerçants ambulants. 1942-1976.
1 chemise
- 460 Attestations d'activité. 1961-1966.
1 chemise

-
- 461** XV. AFFAIRES SOCIALES
Registre matricule pour la délivrance des livrets d'ouvriers. 1883-1921.
1 cahier
- 462** Dossier relatif aux aliénés. 1896, 1922-1967.
1 chemise
- 463** Dossier relatif aux handicapés, estropiés et mutilés. 1937-1970.
1 chemise
- 464** Listes de souscription en faveur des familles des victimes de la catastrophe minière de Marcinelle. 1956.
1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE CPAS ET SES PRÉDÉCESSEURS EN DROIT

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. PERSONNEL

--- Dossier individuel du receveur Eugène Legay. 1866, 1891.
1 chemise

465 Dossier relatif au renouvellement des membres du Bureau de bienfaisance. 1921-1924.
1 chemise

2. PATRIMOINE

466 Acte notarié relatif à la rente annuelle et perpétuelle que doit Augustin Blanchart aux communs pauvres de Biesme-sous-Thuin. 30 novembre 1820.
1 pièce

467 Actes notariés relatifs aux locations publiques. 1860-1916.
1 liasse

468 Acte sous seing privé relatif à la location de biens situés sur le territoire de la commune de Ragnies. 1897.
1 pièce

3. FINANCES

469 Procès-verbaux de vérification de la caisse du receveur. 1881-1890.
1 chemise

470 Lettres relatives à la rente due par le Bureau de bienfaisance à la Fabrique d'église de Ragnies. 1883-1907.
1 chemise

471 471 - 474 BUDGETS ANNUELS. 1891-1924.
1891-1899.
1 liasse

472 1900-1909.
1 liasse

473 1910-1919.
1 liasse

474 1920-1924.

1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

475 Dossier individuel de François Delachapelle, secrétaire-receveur.
1940. 1 chemise

476 - 480 DOSSIERS RELATIFS À L'INSTALLATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION. 1941-1977.

476 1941-1947. 1 chemise

477 1953-1957. 1 chemise

478 1959. 1 chemise

479 1965-1966. 1 chemise

480 1971-1977. 1 chemise

2. PATRIMOINE

481 Dossier relatif à la rente annuelle et perpétuelle due par les
héritiers de René Meurant. 1944-1952. 1 chemise

482 Dossier relatif à l'échange entre la Commission d'assistance
publique et Maurice Darteville des parcelles cadastrées section C,
n° 248 et n° 249. 1950-1951. 1 chemise

483 Dossier relatif aux locations de biens. 1961-1962. 1 chemise

3. FINANCES

484 *484 - 487 BUDGETS ANNUELS. 1939-1977.*
1939-1949. 1 liasse

485	1950-1959.	1 liasse
486	1960-1969.	1 liasse
487	1970-1977.	1 liasse
488	<i>488 - 493 COMPTES ANNUELS. 1929, 1939-1952, 1954-1976.</i> 1929.	1 cahier
489	1939.	1 cahier
490	1940-1949.	1 liasse
491	1950-1952, 1954-1959.	1 liasse
492	1960-1969.	1 liasse
493	1970-1976.	1 liasse
494	Bordereau du grand-livre. 1923.	1 chemise
495	Procès-verbaux de vérification de la caisse du receveur. 1926-1937.	1 chemise

XVII.TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE SAINT-MARTIN

A. PERSONNEL

496 Pièce relative au renouvellement des membres du Bureau des
marguilliers. 5 avril 1885. 1 pièce

B. PATRIMOINE

497 Pièce relative au droit de chasse sur des biens appartenant à la
Fabrique. 2 juillet 1870. 1 pièce

498 Inventaire du mobilier de l'église. 22 juillet 1883. 1 pièce

519 - 520 DOSSIERS RELATIFS AUX DONS ET AUX LEGS. 1883-
1890.

519 Legs d'Henriette Joséphine Latteur, veuve de Joseph Navez, d'une
partie de terre cadastrée section A, n° 40g. 1883-1886. 1 chemise

520 Tableaux des libéralités. 1887-1890. 1 chemise

499 Lettre du Conseil de Fabrique relative à la vente de deux vieux
autels et d'un tabernacle afin de financer le blanchissement de
l'église. 5 avril 1885. 1 pièce

521 Réclamation du curé Frédéric Bouret relative à la vente d'une
parcelle de terrain communal touchant à la maison de la cure au
profit d'Émile Leroy. 29 décembre 1889. 1 pièce

522 Lettre du curé J. Matagne et réponse du bourgmestre relatives à
l'érection d'un calvaire en face de l'ancien cimetière. 1952. 2 pièces

C. FINANCES

500 500 - 508 BUDGETS ANNUELS. 1871-1917, 1942-1976.
1871, 1874-1875, 1877-1879. 1 chemise

501	1882-1886.	1 chemise
502	1893, 1896-1898.	1 chemise
503	1900-1909.	1 chemise
504	1910-1917.	1 chemise
505	1942-1949.	1 chemise
506	1950-1959.	1 chemise
507	1960-1969.	1 chemise
508	1970-1976.	1 chemise
509	509 - 518 COMPTES ANNUELS. 1860-1915, 1942-1976. 1860, 1862, 1867-1869.	1 chemise
510	1870-1871, 1874, 1876-1879.	1 chemise
511	1880-1884, 1886-1887.	1 chemise
512	1896-1899.	1 chemise
513	1900-1909.	1 chemise
514	1910-1915.	1 chemise
515	1942-1949.	1 chemise

516	1950-1959.	1 chemise
517	1960-1969.	1 chemise
518	1970-1976.	1 chemise